

M. Herridge: Je pense que la recherche au ministère des Finances à l'heure actuelle porterait sur les politiques du gouvernement et tiendrait compte d'influences de cette nature; autrement dit, il s'agirait, certes, de recherche mathématique et mécanique. Je parle de la recherche scientifique, domaine où les chercheurs doivent être libres de choisir leur domaine d'enquête et de recherche scientifique, sans rapport aucun avec la politique du gouvernement.

Ayant surmonté cet obstacle plutôt faible, je passerai maintenant à la question qui m'a porté à prendre la parole, car ces derniers jours, je me suis beaucoup contenu, et je suis sûr que l'honorable député de Greenwood (M. Macdonnell) m'en saura gré. Je veux parler d'un article du *Financial Post* du 28 janvier 1961, article qui a causé une certaine inquiétude aux gens qui s'intéressent aux travaux du Conseil national de recherches. Bien que je ne sois qu'un humble campagnard, qui mène plus ou moins la vie de cultivateur en temps normal, je lis quand même le *Financial Post* pour voir ce que l'industrie et ceux qui ont la haute main sur la richesse de notre pays font dans les autres domaines que ceux où les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, continuent d'exercer leur contrôle, ce qui, à mon avis, augmente presque chaque jour.

L'hon. M. Macdonnell: Vous dites que la recherche de ce genre est dans une catégorie à part.

M. Herridge: C'est bien cela. Je dis que je suis député et non pas homme de science. Le *Financial Post* est, à mon avis, une publication très sérieuse et fort sûre pour ce qui est des questions économiques qui intéressent le Canada et qui se multiplient chaque jour, non pas particulièrement à cause des lacunes d'un gouvernement ou d'un particulier, mais à cause de la nature même de la mise en valeur de notre pays, chose qui se complique tellement. Quand je suis d'humeur plus ou moins songeuse, monsieur l'Orateur quand je regarde autour de moi et que je vois les problèmes sans fin qui se posent à nous de jour en jour et qui, je l'avoue, ne seront pas entièrement réglés par des mesures législatives, je comprends bien pourquoi les bouddhistes construisent des monastères dans l'Himalaya.

Je veux parler de cet article parce que j'ai reçu des lettres à ce sujet et, étant donné que cette publication a un fort tirage, l'article a suscité une certaine inquiétude. Après avoir donné lecture d'un éditorial, je parlerai brièvement de certaines observations formulées par des gens aux points de vue opposés. L'article, publié sous la rubrique *The Nation's*

Business, est intitulé: «Faisons fructifier nos idées». J'ai tenté de faire cela toute ma vie, monsieur l'Orateur, et j'y ai toujours réussi. L'article se lit en partie comme il suit:

D'éminents scientifiques d'Ottawa, y compris des hommes aussi compétents et distingués que le président du Conseil national de recherches, M. E. W. R. Steacie, disent que les hommes d'affaires canadiens ne sont pas vifs à comprendre la valeur de la recherche scientifique et que, pour une bonne part, ils l'ignorent complètement. Ils disent que l'industrie canadienne manque d'audace et d'imagination pour ce qui est d'adopter les nouvelles méthodes et les nouveaux produits qui rapportent et que les scientifiques du Conseil national de recherches ont créés.

Ils s'en prennent en particulier au «manque d'initiative» des filiales canadiennes de sociétés américaines.

C'est là une accusation assez grave. Elle émane de personnes qui dépendent annuellement plus de 30 millions de dollars provenant des contribuables pour permettre au Canada de suivre l'évolution scientifique dans un monde qui change rapidement.

Comme on pouvait s'y attendre, ces critiques ont soulevé de vives protestations et de vives contre-attaques de la part des hommes d'affaires, qui ont crié au «mensonge» et à la «déformation des faits».

Il est intéressant de noter qu'il se trouve hors de la Chambre des personnes qui emploient des termes assez violents, tout comme il s'en trouve à la Chambre.

Il ne servirait pas à grand chose de donner raison soit aux hommes de science soit aux hommes d'affaires.

Toutefois, quelques dures réalités s'imposent à l'attention.

Le Canada n'affecte que 1 p. 100 de son produit national brut à la recherche et à la production scientifiques, contre 2½ p. 100 dans le cas des États-Unis; pourtant nous nous efforçons de vivre et de prospérer comme les Américains. Moins du tiers des dépenses en recherche sont faites par les entreprises, tandis que l'État effectue le reste de ces dépenses. La majeure partie de toutes les recherches faites par le secteur privé, c'est-à-dire 70 p. 100, sont le fait des sociétés vraiment importantes, celles dont les ventes annuelles dépassent 50 millions de dollars.

Il est vrai que le Canada a souvent choisi la voie facile et laissé les États-Unis faire pour lui, des recherches dont il a profité. Il est évident aussi que le marché canadien, relativement restreint, n'est pas assez vaste pour qu'il vaille la peine de mettre en pratique toutes les idées brillantes que soumet le Conseil national de recherches, à supposer que le monde des affaires soit au courant de ces idées.

L'article continue, et je le cite au long parce que je le juge très bien écrit et très instructif.

Vingt-six occasions de succès.

Il est su et connu que pour chaque invention du Conseil national de recherches qui est exploitée et vendue par une société canadienne, une autre a été refusée au Canada, pour être ensuite brevetée et produite à l'étranger, et importée par le Canada.

J'ajoute ici, monsieur l'Orateur, que cela se produit après que le contribuable canadien a payé pour les recherches qui ont abouti à cette invention.